

Archives et Histoire des pollutions urbaines : éléments de cadrage

Pourquoi ce sujet ? Il n'y a guère d'originalité en 2020 à lancer un séminaire sur le thème des pollutions. **Le sujet est à l'agenda de l'histoire environnementale depuis plusieurs décennies.** Côté français, la publication en 2002 des actes du colloque de Clermont-Ferrand, consacré aux pollutions dans les sociétés urbaines et industrielles¹, suivie de la soutenance d'habilitation à diriger les recherches de Geneviève Massard-Guilbaud², est un bon indicateur de l'intérêt des historiennes et des historiens pour une histoire sociale de la pollution à l'âge industriel, laquelle avait déjà suscité, ici ou là, des initiatives isolées, ou orientées vers les sensibilités citadines aux nuisances, exprimées dans les pétitions, courriers, et cahiers d'enquête du XIXe siècle³. Côté anglo-saxon, les travaux des historiens Martin Melosi⁴ et Joel Tarr⁵ sur la pollution remontent aux années 1970⁶. La réception de ces travaux en France est plus tardive et remonte aux années 1990, au moment de la publication d'ouvrages ou de recueils classiques comme⁷ *The Search for the Ultimate Sink* ou *The sanitary city*⁸

Depuis la fin du XXe siècle les histoires de pollutions se sont donc considérablement développées couvrant non plus simplement les débuts de la révolution industrielle, voire les périodes antérieures⁹, mais aussi le premier et le second XXe siècle qu'il s'agisse de l'eau, de l'air, des sols ou des sites pollués. Des tentatives de synthèse sont mêmes produites¹⁰. L'amiante, le plomb, les pesticides, les pluies acides, le bruit, etc. mais aussi les sites industriels majeurs ont fait l'objet de nombreuses recherches historiques ou socio-historiques que les

¹ Massard-Guilbaud, Geneviève et Bernardt, Christoph, *Le démon moderne. La pollution dans les sociétés urbaines et industrielles d'Europe*, Clermont Ferrand, Presses Blaise Pascal, 2002

² Massard-Guilbaud, Geneviève, *Une histoire sociale de la pollution industrielle dans les villes françaises (1789-1914)*, Mémoire d'habilitation à diriger les recherches, université Lyon 2, 2003.

³ Corbin Alain, « L'opinion et la politique face aux nuisances industrielles dans la ville préhausmannienne », *Histoire, économie et société*, 1983, n°1, p. 111-118. Faure Olivier, « L'industrie et « l'environnement » à Lyon au XIXe siècle », *Cahier des Annales de Normandie*, 1992, n°24, p. 299-311. Claustre Pierre-François, « Une ville saisie par l'industrie : nuisances industrielles et action municipale à Argenteuil (1820-1940) », *Recherches contemporaines*, n°3, 1995-1996, p. 91-119.

⁴ Melosi, Martin, *Garbage in the Cities: Refuse, Reform and the Environment, 1880-1980*, College Station and London, Texas A&M University Press, 1981; Environmental History Series #4 ; *Pollution and Reform in American Cities, 1870-1930*, Austin, University of Texas Press, 1980 et pour les premiers articles sur le sujet « Out of Sight, Out of Mind: The Environment and the Disposal of Municipal Refuse, 1860-1920 », *The Historian*, 35, August, 1973, pp. 621-640 et « Urban Pollution: Historical Perspective Needed », *Environmental Review*, 3, Spring, 1979, pp. 37-45.

⁵ Tarr, Joel, « Urban pollution-Many long years ago », *American Heritage*, 1971, vol 22, issue 6, consultable sur <https://www.americanheritage.com/urban-pollution-many-long-years-ago> et « Changing Fuel Use Behavior and Energy Transitions: The Pittsburgh Smoke Control Movement, 1940-1950 A Case Study in Historical Analogy », *Journal of Social History*, 14, Summer 1981, pp. 561-88, with B. Lampers)

⁶ Tarr, Joel, « Urban pollution-Many long years ago », *American Heritage*, 1971, vol 22, issue 6, consultable sur <https://www.americanheritage.com/urban-pollution-many-long-years-ago>

⁷ Tarr, Joel, *The Search for the Ultimate Sink: Urban Air, Land, and Water Pollution in Historical Perspectives*, Ohio, University of Akron Press, 1996

⁸ Melosi, Martin, *The Sanitary City: Urban Infrastructure in America from Colonial Times to the Present*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2000

⁹ Legay, Jean-Pierre, *La pollution au Moyen-Âge*, Paris, Edition Jean-Paul Gisserot, 1999 ou Boudriot, Pierre-Denis, « Essai sur l'ordure en milieu urbain à l'époque pré-industrielle », *Histoire, économie & société*, 1988, 7-2 pp. 261-281

¹⁰ Jarrige François et Le Roux Thomas, *La contamination du monde*, Paris, Le Seuil, 2017.

revues scientifiques, les sociétés savantes ou les réseaux de recherche spécialisés comme le RUCHE (<https://leruche.hypotheses.org/>) médiatisent largement auprès de la communauté scientifique voir au-delà.

La recherche environnementale, qui ne se limite fort heureusement pas à l'histoire n'hésite plus à remonter en amont de la fin des Trente Glorieuses et de la soi-disant rupture de la *Société du risque*, ouvrage majeur du sociologue allemand Ulrich Beck¹¹. Le succès éditorial de l'ouvrage collectif *Une autre histoire des « Trente Glorieuses ». Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre*¹², ainsi que le programme pluridisciplinaire « Débordements industriels et leurs pollutions », qui a abouti à une publication¹³, attestent d'une bonne connexion entre les champs disciplinaires intéressés par l'histoire des pollutions, du moins au sein de la sphère SHS élargie aux Sciences et Techniques.

Ce secteur de recherche, qu'on peut donc considérer à la fois comme classique en 2020 et comme dynamique – au vu de l'ampleur de ses productions - est aujourd'hui soutenu dans les universités pour des raisons évidentes de médiatisation et de politisation des questions environnementales. Les grands accidents industriels du début du XXIe siècle, de Toulouse en septembre 2001 à Beyrouth en août 2020 ont souligné la vulnérabilité des tissus urbains issus de la seconde révolution industrielle et des Trente Glorieuses. La mobilisation de la communauté historique est ici analogue à la mobilisation antérieure de la sociologie ou des sciences politiques après les catastrophes de Feyzin (1966), Seveso (1976) ou Bhopal (1984), AZF formant sans doute la charnière entre les disciplines¹⁴. Si l'histoire du risque industriel n'est pas directement liée à celle de la pollution, elles sont néanmoins indissociables, sous l'angle de l'histoire des établissements classés tout du moins.

La médiatisation et la politisation de la question du réchauffement climatique, du sommet de la Terre de Rio en 1992 aux Accords de Paris en 2015 a conduit à faire de l'environnement un problème incontournable des sociétés post-industrielles, ou plus exactement qui se pensent comme telles. Le cadre urbain devient à cet égard secondaire tant le problème des pollutions devient un problème global du cadre de vie, à l'image par exemple de la « plainte pour une mise en danger d'autrui », déposée contre l'Etat par une cinquantaine d'habitants de la vallée de l'Arve, réunis dans le collectif Coll'Air Pur (2018) et jugée recevable par les tribunaux en août 2020 ou encore la mobilisation associative et politique autour de la pollution à l'arsenic de l'Orbiel à Salsigne dans l'Aude qui remonte jusqu'au Sénat en 2014¹⁵ et se ravive après les

¹¹ Beck, Ulrich, *Risikogesellschaft. Auf dem Weg in eine andere Moderne*, Suhrkamp, 1986, traduit en français sous le titre *La Société du risque : Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Aubier, 2001. Voir **Fressoz, Jean-**

Baptiste, « Beck Back in the 19th Century : Towards a Genealogy of Risk Society », *History and Technology*, vol. 23/4, décembre 2007, p. 333-350.

¹² Pessis, Céline, Topçu, Sezin, Bonneuil, Christophe, (dir.), *Une autre histoire des « Trente Glorieuses. Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre*, Paris, Editions de la Découverte, 2013

¹³ Letté Michel et Le Roux Thomas (dir.), *Débordements industriels. Environnement, territoire et conflit XVIIIe-XXIe siècle*, Rennes, PUR, 2013.

¹⁴ Voir par exemple Coanus, Thierry et Pérouse, Jean-François (dir.), *Villes et risques. Regards croisés sur quelques cités « en danger »*, Paris, Economica, 2006, et Coanus Thierry, Duchêne François, Martinais Emmanuel, « Risque, territoire et longue durée : vers une société du risque ? », *Annales de la recherche urbaine*, 2004, n°95, p. 19-25.

¹⁵ <https://france3-regions.francetvinfo.fr/occitanie/aude/carcassonne/arsenic-aude-rapport-du-senat-preconise-creer-fonds-75-millions-euros-depolluer-sites-1871700.html>

inondations de l'automne 2018 qui provoquent le dépôt de boues toxiques par l'Orbiel sorti de son lit. On se rappelle à cet égard le rôle des associations de pêcheurs dans la lutte contre la pollution des cours d'eau dès la fin du XIXe siècle, ou encore les dénonciations de la pollution de la Seine par les eaux usées parisiennes, à l'ouest – et en aval – de la capitale¹⁶.

Enfin, les politiques de renouvellement urbain, lancées à partir des années 1990, doivent affronter la délicate question de la reconversion des sites industriels, qui ne se limite pas à évaluer la valeur patrimoniale ou foncière d'une friche mais doit aussi prendre en compte son caractère polluant. En 1993, la mise en place d'une politique de réhabilitation et de traitement des sites pollués, conduit à lancer une politique « d'inventaire historique des sites industriels et activités de service susceptibles d'avoir pollué les sols » (Basias) puis la création d'une base de données « sur les sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif » (Basol)¹⁷. Les historiens de l'environnement, pas plus que les spécialistes du patrimoine industriel ne semblent avoir été associés à la création de ces bases, qui mobilisent pourtant explicitement la dimension historique.

Le début du XXIe siècle a aussi contribué à dissocier l'environnement de la seule sphère de l'écologie politique pour le placer au cœur du gouvernement des toutes les sociétés urbaines. L'arrimage du climatoscepticisme aux sphères populistes – comme le montre l'association faite par Joe Biden, au lendemain de son élection en novembre 2020, entre la restauration de la démocratie américaine et le retour des Etats Unis dans l'accord de Paris signé en décembre 2015 par Barack Obama – contribue à faire de la lutte contre les pollutions un enjeu normal du débat public, local, national, européen voire mondial. La demande sociale mais aussi les controverses voire les crises liées à la question environnementale, dont le mouvement des gilets jaunes en octobre 2018 ont été un très bon révélateur, justifient que les départements de sciences politiques ou de sciences humaines et sociales profilent aujourd'hui des postes d'histoire en « histoire environnementale ».

Le lien entre histoire environnementale et histoire urbaine, qui est au fondement de notre séminaire ne constitue pas non plus une nouveauté. De Thomas Le Roux à Renaud Bécot, en passant par Geneviève Massard-Guilbaud, Sabine Barles ou André Guillerme une part non négligeable de la recherche environnementale française s'est fondée pour grande partie sur la ville des XVIIIe-XXIe siècle, en raison notamment de la complexité de l'arbitrage de l'intérêt commun entre protection des populations, aménagement des villes et développement économique. Les pollutions ne suscitent certes pas plus de contentieux en ville qu'en campagne, mais les acteurs du contentieux et les caisses de résonance sont d'une autre échelle et génèrent des volumes d'archives différents¹⁸. Les villes n'ont jamais pu occulter les problèmes de

¹⁶ Frioux, Stéphane et Jean-François Malange, « Risque perçu et risque vécu. Les pêcheurs à la ligne et la pollution des cours d'eau en France aux XIXe et XXe siècles », dans Christèle Ballut et Patrick Fournier (éd.), *Au fil de l'eau. Ressources, risques et gestion du Néolithique à nos jours*, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise Pascal, 2013, p. 335-348. Barles, Sabine, « Experts contre experts : les champs d'épandage de la ville de Paris dans les années 1870 », *Histoire urbaine*, n°14, 2005, p. 65-80.

¹⁷ <https://ree.developpement-durable.gouv.fr/themes/risques-nuisances-pollutions/pollution-des-sols/sites-et-sols-pollues/article/la-gestion-des-sites-et-sols-pollues>. Ogé Frédéric, « L'inventaire des sites potentiellement pollués », *Nature Sciences Sociétés*, 1998, 2, p. 65-69 et « Les recherches sur les sites potentiellement pollués en région Rhône-Alpes », *Revue de géographie de Lyon*, 74, 3 (1999), p. 217-223.

¹⁸ En particulier les fonds de la sous-série 5M qui contiennent les dossiers d'instruction des demandes d'établissements sous le régime du décret de 1810 puis de la loi de 1917 (et les fonds de la série W qui

pollution et ne les ont donc pas effacés, sinon de leur mémoire collective, du moins de leurs archives.

Reste que si le sujet des pollutions urbaines, considéré ici comme un sujet d'histoire environnementale est un sujet d'actualité et donc sous les feux des projecteurs académiques et médiatiques, il n'en reste pas moins **qu'on est loin de disposer en matière archivistique d'un repérage, d'une épistémologie ou plus simplement d'une tradition de collaborations aussi établie que dans d'autres secteurs connexes de la recherche urbaine** : la voirie, les routes, les ponts ou les ports. En 2009 par exemple, les Archives nationales, l'Ecole des Ponts, le Centre d'histoire des sciences et techniques de Paris 1 et le comité d'histoire du ministère de l'Ecologie et du développement durable organisaient deux importantes journées d'études intitulées « Les Ponts et chaussées et leurs archives. Questions de sources, questions d'histoire » dont les actes ont été publiés en partie dans la revue *Pour mémoire* (18, hiver 2016, consultable en ligne). Le Comité d'histoire du ministère de la Transition écologique, qui a consacré plusieurs de ses travaux ces dernières années aux questions de pollution et d'environnement n'a cependant pas encore pu résolument aborder la question des archives, ce dont témoigne par exemple **l'absence de corpus d'archives orales** explicitement dédiées à l'histoire des politiques publiques de lutte contre la pollution¹⁹. Le besoin de témoignages est pourtant dans l'air du temps comme en témoigne récemment le lancement, à l'initiative des archives départementales de la Seine-Maritime d'une campagne d'enquête orale sur l'incendie de l'usine Lubrizol du 26 septembre 2019, en liaison avec le géographe Eric Daudé de l'Université de Rouen (<https://www.univ-rouen.fr/actualites/enquete-lubrizol-votre-journee-du-26-septembre-2019-entretien-avec-eric-daude/>).

A l'heure où la demande sociale de données et d'histoire de la pollution augmente, il nous a semblé intéressant de consacrer un séminaire à la **réflexion sur les usages réciproques des archives et de l'histoire des pollutions urbaines. Il s'agit a minima de faire circuler des corpus de recherche ou des signalements de fonds d'archives** permettant de faire l'histoire des pollutions. Deux indicateurs peuvent ici servir d'accroche pour prendre la mesure du chemin à parcourir sur cette fonction de signalement des archives des pollutions urbaines.

Premier indicateur, **le portail FranceArchives**, qui connecte depuis sa création en mars 2017, des instruments de recherche des archives nationales, départementales voire municipales comme celles de Lyon recense 16 000 documents à l'interrogation de « pollution » et 1738 documents si on met un pluriel au terme. 20 centres d'archives départementales y sont présentés mais on n'y trouve ni la Seine-Maritime, ni les Bouches-du-Rhône, ni le Nord, ni la Haute-Garonne qui abritent pourtant des sites industriels pollués et polluants. Tous les départements français disposent d'archives des ICPE et antérieurement des services ou commissions des

prolongent les dossiers). Voir par exemple Guillaume André, Jigaudon Gérard, Lefort Anne-Cécile, *Dangereux, insalubres et incommodes. Paysages industriels en banlieue parisienne, XIXe-XXe siècle*, Seyssel, Champ Vallon, 2004. Baret-Bourgoin Estelle, *La ville industrielle et ses poisons. Les mutations des sensibilités aux nuisances et pollutions industrielles à Grenoble, 1810-1914*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2005. Massard-Guilbaud Geneviève, *Histoire de la pollution industrielle. France, 1789-1914*, Paris, Editions de l'EHESS, 2010.

¹⁹ Dans le cadre de l'ANR Transenvir cependant, une campagne d'archives orales a été conduite par Renaud Bécot, en liaison avec le ministère de l'Ecologie, auprès d'anciens responsables de la Direction de la Prévention des Pollutions et des Risques et de la Direction de la protection de la nature

établissements dangereux, incommodes, insalubres depuis au moins le décret de 1810, voire en amont de ce décret, comme l'ont montré les travaux de Thomas Le Roux ou Jean-Baptiste Fressoz. Il y a donc un écart entre ce qui est conservé et les instruments de recherche mis en ligne, qui rappelle la difficile et laborieuse reconnaissance de l'intérêt scientifique – sur le plan de l'histoire, discipline pourvoyant les dépôts d'archives en lecteurs – des thématiques environnementales il y a une quinzaine d'années. Dans le cas de la Seine-Maritime par exemple, le site des archives départementales ne reconnaît aucune cote pour le mot « pollution » alors que le tableau Excel des archives de l'Inspection des établissements classés, fondée comme chacun le sait après la loi de 1917, consultable en intranet, comptabilise 18 000 demandes d'autorisation, dont une partie non négligeable en milieu rural.

Rien ne permet donc à un chercheur débutant ou à un simple citoyen de comprendre où et comment chercher des éléments d'histoire sur la pollution urbaine, saisis sur une longue durée. Jamais non plus une typologie des archives de la pollution n'a été tentée. Le portail FranceArchives suggère que ces archives ne concernent pas simplement les fonds publics de l'Inspection des établissements classés mais aussi d'autres champs a priori moins logiques comme la protection des monuments historiques, les affaires étrangères, les fonds associatifs ou audio-visuels de La Contemporaine, les fonds de recherche de la Maison des Sciences de l'Homme ou les archives du Monde du Travail à Roubaix qui conservent les fonds du Comité central des Houillères de France et de la Fédération des Chambres syndicales des minerais, minéraux industriels et matériaux non ferreux... exemple de dépôts d'archives publiques parmi d'autres, qui répondent à une requête sur « pollution(s) ».

Second indicateur, la *Gazette des archives*, organisme professionnel reconnu de la profession depuis l'Entre-deux-guerres, dont une partie des collections sont consultables sur le site Persée (collection 1933-2017). L'interrogation de la base de données bibliographiques de cette revue sur le terme « pollution » donne 102 résultats. Les premiers articles abordant le problème ne remontent pas en amont des années 1960. Il s'agit pour l'essentiel de réflexions professionnelles sur les conséquences de la pollution atmosphérique sur la conservation des fonds, vraisemblablement issues des congrès internationaux d'archivistiques et des travaux anglo-saxons. Certains archivistes comme Michel Duchéin aux Archives nationales dès le début des années 1960, se spécialisent même sur cette question et multiplient les articles techniques et les compte-rendus de congrès professionnels. L'histoire générale de la pollution, c'est-à-dire le repérage de cette thématique pour la constitution d'instruments de recherche apparaît dans *la Gazette* au début des années 1980 au moment de la constitution de l'INA et du signalement d'émissions radiophoniques sur « la ville ou la pollution », dans le contexte probable mais non mentionné de la médiatisation savante des pluies acides à partir de 1979 ou de la catastrophe de Seveso²⁰. Dans les années 1990, la thématique de la pollution est appréhendée par les archivistes à travers les archives d'entreprise. La prise en compte rétrospective du changement climatique et de la pollution globale est signalée seulement au début du XXIe siècle via le traitement des archives des agences de l'eau, instituées dans les années 1960 ou des premiers fonds concernant les intercommunalités. Cette exploration rapide montre néanmoins que le sujet n'est pas encore constitué en tant que tel par les archivistes, en dépit de la demande sociale forte de mise en perspective de ces questions.

²⁰ Christian Castellani, « I.N.A., Archives audiovisuelles : objectifs et missions », *La Gazette des archives*, n°111, 1980, pp. 335-354

Issu d'un programme de recherche prolongé jusqu'en 2021, l'ANR **Transenvir** pilotée par Stéphane Frioux depuis le LARHRA (<http://larhra.ish-lyon.cnrs.fr/anr-transenvir> et surtout <https://www.vitae-lyon.fr/>)²¹ et d'un autre programme de recherche lancé en 2019 et dirigé par Vincent Lemire au sein de l'Isite Future, **Archival city** (<https://archivalcity.hypotheses.org/>), notre séminaire vise aussi à faire l'histoire de la pollution par l'archive. Au-delà du repérage des fonds, de l'esquisse possible d'une typologie, il s'agit de comprendre leur logique de constitution, aussi bien du point de vue des producteurs (administrations centrales, déconcentrées ou territoriales, grands corps de l'Etat comme les ingénieurs des mines, fiscalité de la pollution, etc.) que du point de vue plus général de la place des pollutions dans l'espace public de la ville contemporaine : archives associatives, médiatiques, universitaires, privées, etc. **Penser la pollution par l'archive**, c'est comprendre comment s'est gérée historiquement la prise en charge de la pollution dans les sociétés urbaines, comment des corpus de référence se sont constitués au sein de l'appareil d'Etat (dans le sillage des travaux de Laure Bonnaud et Emmanuel Martinais sur la socio-histoire des établissements classés par exemple²² : **L'histoire des collections les plus représentatives de la mesure ou de la lutte** réelle ou supposée contre les pollutions urbaines reste très largement à faire. **La constitution (tri, dépôt, niveau de description) et la superposition des fonds d'archives** relatifs au décret de 1810, de la loi de 1917 puis de la loi de 1976 sur les établissements polluants ne sont pas connues ou accessibles, alors même que le recollement de données sur la longue durée dans certains domaines environnementaux comme le climat est devenue une évidence scientifique et un enjeu social. **La survalorisation dans le cadre français des archives publiques dans une logique top/down (Etat/préfets/collectivités) induit une forme d'histoire** que contestent par exemple les chercheurs anglo-saxons qui insistent sur l'importance du secteur privé (le développement du secteur assurantiel influe historiquement sur la prise en compte du risque par les industriels plus sûrement que les législations nationales²³. En ce domaine comme en d'autres, les comparaisons internationales peuvent permettre de bouger les certitudes des chemins de recherche ou d'archivage. Les archives des syndicats²⁴ ou des syndicalistes, les fonds associatifs de type « Amis de la Terre » (déposé aux archives nationales), voire toute une littérature grise et imprimée de l'époque étudiée (par exemple, la revue *Pollution atmosphérique* depuis 1959 sont également indispensables pour croiser les sources et, parfois, combler les vides des dossiers publics (que l'on songe par exemple à l'indigence des fonds issus du ministère de Robert Poujade (1971-1974) aux archives nationales). Lister les questions pertinentes en vue d'une possible histoire des archives des pollutions urbaines constitue donc l'un des horizons d'attente de ce séminaire, qui se construira sur la durée et en se fondant sur **le partage d'expériences entre pratiques d'archivage et pratiques de recherche**.

Stéphane Frioux
Loïc Vadelorge

²¹ Voir aussi Frioux Stéphane (dir.), *Une France en transition ? Horizon, risques environnementaux et horizon écologique dans le second XXe siècle*, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2021, 408 p.

²² Bonnaud, Laure, *Experts et contrôleurs d'Etat : les inspecteurs des installations classées de 1810 à nos jours*, Doctorat de sociologie, ENS de Cachan, 2002 et Martinais, Emmanuel, *Les sociétés locales à l'épreuve du risque urbain. Un siècle de gestion du danger dans deux contextes de l'agglomération lyonnaise*, Thèse de géographie, Université Jean Monnet Saint-Étienne, 2001.

²³ Van Manen, Niels, « Les plans d'assurance incendie de Goad : cartographie des risques d'incendie et normalisation des risques industriels (1885-1903) », *Le Mouvement Social*, 2014/4, 249, pp. 163-185. Meisner Rosen Christine et Sellers Christopher, *The Nature of the Firm: Towards an Ecocultural History of Business*, *Business History Review*, 73, 1999, p. 577-600.

²⁴ Bécot, Renaud, *Syndicalisme et environnement en France de 1944 aux années quatre-vingts*, thèse de doctorat sous la direction de Geneviève Massard-Guilbaud, Paris, EHESS, 2015